

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GXO LOGISTICS FRANCE (ex XPO LOGISTICS)

**1 ROND POINT DU GÉNÉRAL EISENHOWER GOLF PARK, BAT F
31100 Toulouse**

Références : VAT20230682
Code AIOT : 0010001656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement GXO LOGISTICS FRANCE (ex XPO LOGISTICS) implanté ZAC du Moulin 45410 Artenay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent contrôle est effectué de manière inopinée et coordonnée avec le Peloton de Gendarmerie d'Artenay, dans le cadre du suivi de résorption d'écarts ayant donné lieu à un signalement auprès de la Procureure de la République du Tribunal judiciaire d'Orléans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GXO LOGISTICS FRANCE (ex XPO LOGISTICS)
- ZAC du Moulin 45410 Artenay
- Code AIOT : 0010001656

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement GXO d'Artenay est une plateforme logistique de stockage de matières combustibles et de produits dangereux (aérosols, liquides inflammables, produits dangereux pour l'environnement...).

Le comprend un bâtiment de stockage composé de 4 cellules, d'une cellule de conditionnement à façon, et d'une zone de quai.

Le classement des installations a été actualisé par courrier préfectoral du 22 janvier 2018. Cet établissement relève du statut Seveso Seuil Haut.

L'entrepôt est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 décembre 2011 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2021.

Le PPI a été approuvé le 10 mai 2021, et le PPRT a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 juillet 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des précédentes inspections

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	POI commun	AP Complémentaire du 18/10/2021, article 2	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
4	Suites de la précédente	Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.5.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	inspection du 27/08/2021		

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disponibilité du POI	AP Complémentaire du 18/10/2021, article 2	Sans objet
5	Suites de la précédente inspection du 27/08/2021	Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une partie des écarts ayant donné lieu aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 18/10/2021 et du 16/11/2022 ont été suivis d'effets. Ils permettent de lever l'arrêté d'astreinte du 16/11/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disponibilité du POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité POI
Prescription contrôlée : Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2022 <p>Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur le site pour y installer le poste de commandement.</p>
Constats : Pas d'écart relevé

Observations :
Les éléments consignés par l'inspection lors du contrôle de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks et localisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2022 <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>C1 – L'état des stocks des matières dangereuses est incomplet.</p>
Observations :

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre du contrôle du présent thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : POI commun

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2021, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, POI commun

Prescription contrôlée :

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 14/12/2022

Notamment, les plateformes logistiques voisines exploitées par les sociétés TOUSSAINT et IREEF Sparks 1 PropCo SCI (devenu AOSOM) sont incluses dans le POI commun élaboré par l'exploitant. Les procédures de gestion des situations d'urgence et les consignes générales d'intervention sont mises à jour en cohérence et en particulier, les conditions suivantes sont respectées :

#Un dispositif de communication performant permet, pendant et en dehors des heures d'activités de l'établissement, d'alerter les plateformes logistiques voisines en cas d'activation du POI pour engager sans délai les opérations de protection de l'ensemble des personnes présentes sur les sites et la mise à disposition de moyens communs d'accès et d'intervention ;

#Les exploitants des plateformes logistiques sont informés lors de la modification du POI ;

L'exploitant communique auprès des plateformes logistiques voisines sur les retours d'expérience susceptibles d'avoir un impact sur leur site ; #L'exploitant formalise et organise, a minima selon une fréquence annuelle, une rencontre avec les chefs d'établissements ou de leurs représentants chargés de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'urgence, procédures de gestion des situations d'urgence et consignes générales d'intervention ;

#L'exploitant organise régulièrement, a minima une fois par an, un exercice commun du POI, mobilisant la coordination des personnels pour la mise en sécurité et la mise à disposition des moyens d'accès et d'intervention ;

#L'exploitant assure la formation et l'information à la sécurité nécessaire aux personnels des plateformes logistiques voisines susceptibles d'intervenir dans la mise en œuvre du POI commun.

Constats :

C2 - Le POI commun n'est pas suffisamment développé pour permettre une coordination efficace entre sites industriels voisins dans la mise à disposition des moyens d'intervention et d'accès.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/11/2022 est considéré comme non satisfait.

Observations :

Le POI commun en vigueur (version signé du Directeur de l'établissement en date du 10/02/2023) contient les numéros de téléphone des sites industriels voisins. Par ailleurs, l'exploitant GXO justifie de convention commune avec ses sites voisins. En revanche le POI ne définit aucune mesure de coordination et de mise en commun des moyens d'accès et d'intervention .

Le détail des éléments consignés par l'inspection dans le cadre de thème relève des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60jours

N° 4 : Suites de la précédente inspection du 27/08/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure • date d'échéance qui a été retenue : 18/10/2021 <p>Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.</p> <p>Ces anomalies et défaillances doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être signalées et enregistrées, • être hiérarchisées et analysées, • et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées</p>
<p>Constats :</p> <p>C3 - L'exploitant doit justifier sous quel référentiel initial est conçue l'installation d'extinction automatique incendie de l'établissement et justifier de la conformité des équipements avec ce référentiel, notamment l'armoire électrique. Il doit également justifier que le renouvellement de la bâche butyle du B1 peut-être reporté. Enfin il doit justifier à l'inspection la mise en place d'une procédure définissant les mesures compensatoire pour gérer l'indisponibilité du système d'extinction automatique incendie de l'établissement.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il avait été constaté lors de la précédente inspection que l'exploitant ne maintient pas son installation d'extinction automatique d'incendie en bon état de fonctionnement.</p> <p>Cet écart avait été repris dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/10/21 avec une obligation de sous 30 jours de justifier du caractère opérationnel des 2 groupes motopompes de l'installation d'extinction automatique d'incendie et des cuves de stockage des eaux d'extinction associées (réservoirs B1 et B2).</p> <p>Dans le cadre du présent contrôle, il a été procédé au test de l'installation d'extinction</p>

automatique incendie. Le test est concluant.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/10/2021, est satisfait pour les groupes motopompes et le réservoir B2 du système d'extinction automatique d'incendie de l'établissement. **Pour le réservoir B1, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/10/2021 n'est pas satisfait.** Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre à l'inspection la procédure définissant les mesures compensatoire pour gérer l'indisponibilité du système d'extinction automatique incendie de l'établissement.

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Suites de la précédente inspection du 27/08/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'établissement

Prescription contrôlée :

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 14/11/2022

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Constats :

Pas d'écart relevé sur ce thème

Observations :

Les éléments consignés par l'inspection relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Les conditions permettant de limiter l'accès aux sites aux tiers sont remplies. L'écart est levé.

L'arrêté de mise en demeure du 18/10/2021 et l'arrêté d'astreinte du 18/11/2022 sont satisfaits sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite